Industrie Canada Industry Canada

Quatrième trimestre de 2010

www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque (CR) pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Ce numéro de fin d'année fait état des activités en matière d'investissements en capital de risque et de mobilisation de fonds de janvier à décembre 2010 qui, malgré un ralentissement au quatrième trimestre, ont connu une augmentation annuelle au niveau des investissements pour la première fois depuis 2007.

INVESTISSEMENT ET MOBILISATION DE FONDS

Augmentation sur douze mois de la valeur des transactions

Malgré un ralentissement des activités au quatrième trimestre, au cours duquel les investissements ont atteint 241 millions de dollars (115 transactions), les investissements en capital de risque ont connu une reprise modérée en 2010.

La croissance a été dynamisée par un solide deuxième trimestre où 335 millions de dollars ont été investis. Au cours de l'année 2010, un montant total de 1,14 milliard de dollars (407 transactions) a été investi, soit une hausse de près de 10 % par rapport aux investissements de 1,04 milliard de dollars enregistrés en 2009 (tableau 1). Malgré cette progression, les activités en matière de capital de risque au Canada restent bien en deçà de ce qu'elles étaient avant la récession, soit en baisse de 21 % par rapport au montant de 1,40 milliard de dollars investi en 2008 (figure 1).

En dépit de cette amélioration des niveaux d'investissement, la mobilisation de capital de risque a atteint un niveau historiquement bas pour une deuxième année consécutive, alors que seulement 819 millions de dollars ont été amassés en 2010 (tableau 1).

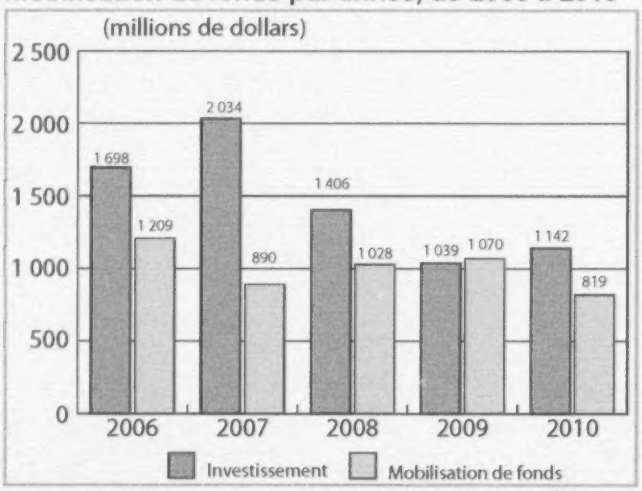
Ce montant, qui correspond à une baisse de 26 % par rapport au montant enregistré en 2009, représente le plus faible montant amassé sur le marché canadien au cours des 16 dernières années. Cette situation s'explique principalement par une baisse importante du nombre de fermetures de fonds indépendants privés. Ainsi, en 2010, la source principale de nouvelle mobilisation de fonds provenait de sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et du gouvernement provincial.

Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, pour les années 2009 et 2010

	2009	2010	Variation en %
	(milliards de dollars)		
Investissement	1,04	1,14	10
Mobilisation de fonds	1,1	0,82	-26

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds par année, de 2006 à 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

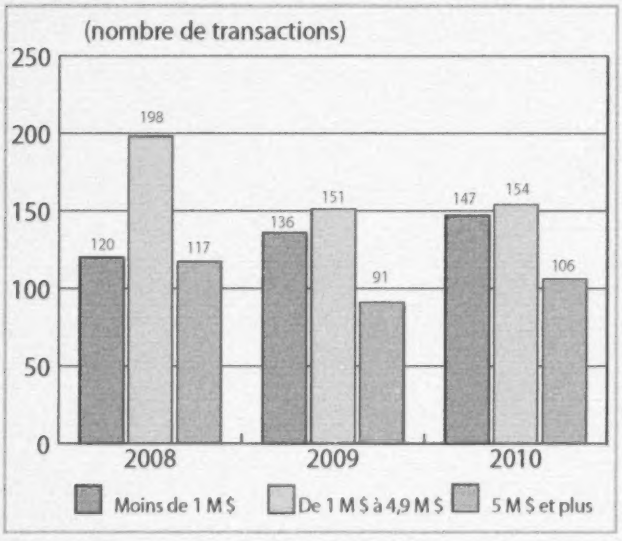
Canada

Valeur des transactions

Augmentation sur douze mois de la valeur des transactions

En 2010, 407 entreprises bénéficiaient de capital de risque, ce qui représente une augmentation de 7,8 % par rapport au pourcentage total de 2009 (figure 2). Ces données sont comparables à celles de 2008, alors que 435 entreprises bénéficiaient de capital de risque. La valeur des transactions a peu progressé, avec une moyenne de 2,8 millions de dollars en 2010 contre 2,7 millions de dollars en 2009. Depuis 2008, plus particulièrement, la proportion des transactions d'une valeur inférieure à 1 million de dollars a augmenté de façon régulière, alors que les transactions dont la valeur oscillait entre 1 million et 4,9 millions de dollars ont connu une baisse abrupte.

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, de 2008 à 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

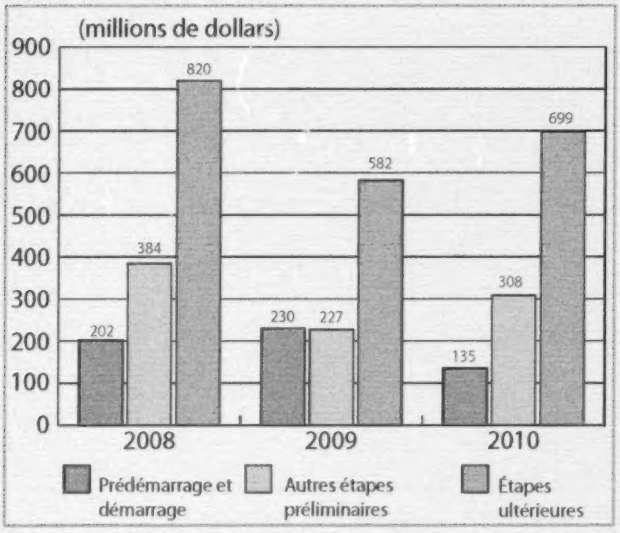
Étape du développement

Diminution de la valeur des investissements pour les entreprises en prédémarrage et en démarrage, mais augmentation du nombre de nouveaux investissements pour les entreprises de plus grande taille qui sont à des étapes ultérieures de leur développement

Les investissements sont encore concentrés dans des entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement (61 % de la valeur des transactions), alors que le nombre de transactions et leur valeur ont augmenté en 2010. La valeur combinée du financement accordé en 2009 pour les entreprises situées à d'autres étapes préliminaires et ultérieures de leur développement dépassait le milliard de dollars, soit une hausse de 24 % par rapport aux données de 2009. Cependant, les entreprises en prédémarrage et en démarrage ont obtenu près de 100 millions de dollars de moins qu'en 2009 (figure 3). Au cours du quatrième trimestre de 2010, seuls deux nouveaux investissements pour des entreprises en prédémarrage ont été accordés, alors que 11 nouveaux investissements ont été enregistrés au cours de la même période en 2009 et qu'une moyenne de 12 nouveaux investissements était réalisée à chacun des trimestres des deux dernières années.

Par rapport aux cinq dernières années, l'année 2010 a vu le plus grand nombre de financements accordés à des entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement (246 transactions), mais ces transactions avaient aussi la plus faible valeur (moyenne de 2,8 millions de dollars) enregistrée au cours de cette période. Plus particulièrement, 117 nouveaux investissements d'une valeur de 214 millions de dollars ont été accordés en 2010 à des entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement, alors qu'au cours de la même période en 2008, 240 millions de dollars ont servi à la réalisation de 76 transactions (tableau 2). Les fonds étrangers ont continué à jouer un rôle important, bien que ce rôle ait été amoindri dans le cas des investissements pour des entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement. Même si 60 % des fonds étaient réservés au financement d'entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement, les investissements étrangers ne représentaient que 26 % de tout le financement réalisé auprès de ce type d'entreprises, par rapport à 33 % en 2009 et 34 % en 2008.

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement des entreprises, de 2008 à 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Les nouveaux investissements diminuent pour les entreprises en prédémarrage et en démarrage, mais augmentent pour les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de leur développement

En 2010, 172 nouvelles transactions de capital de risque ont été réalisées, 24 de plus qu'en 2009, ce qui représente la première augmentation sur douze mois des trois dernières années. Ces nouvelles transactions avaient une valeur de 359 millions de dollars, ce qui indique que même si le nombre de nouvelles transactions a augmenté en 2010, leur valeur était inférieure aux nouveaux investissements réalisés en 2008 et 2009. Un nombre particulièrement faible de nouvelles transactions pour des entreprises à l'étape du prédémarrage et du démarrage a été enregistré au cours de 2010, soit 15 de moins qu'en 2009 et presque la moitié des transactions enregistrées en 2008. À l'opposé, une hausse importante du nombre de nouvelles transactions de capital de risque pour les entreprises se trouvant à des étapes ultérieures de leur développement a été constatée par rapport aux années précédentes (tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, de 2008 à 2010

Investissements		Total 2008	Total 2009	Total 2010
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	60	48	33
	Autres étapes préliminaires	28	17	22
	Étapes ultérieures	76	83	117
	Toutes les étapes	**164**	**148**	**172**
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	40	39	39
	Autres étapes préliminaires	86	78	67
	Étapes ultérieures	145	113	129
	Toutes les étapes	**271**	**230**	**235**
Total	**Toutes les étapes**	**435**	**378**	**407**

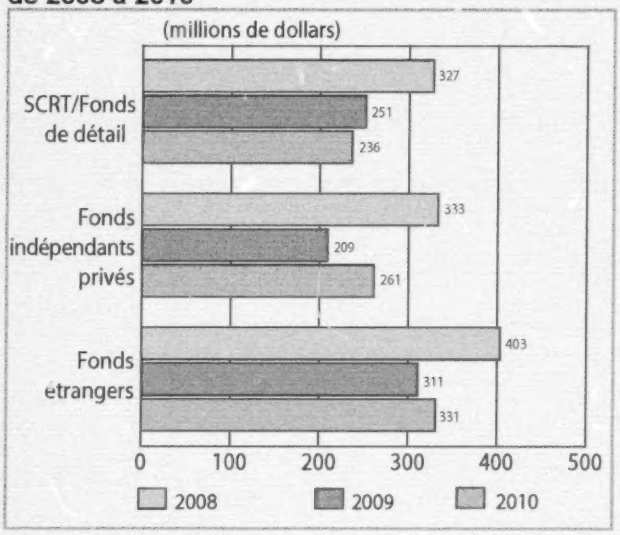
Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Type d'investisseur

Accroissement des activités par les fonds indépendants privés et les fonds étrangers, recul pour les fonds de détail

En 2010, les fonds indépendants privés et les fonds étrangers ont connu un regain d'activité après le ralentissement économique de 2009. Le niveau d'activité des SCRT et des fonds de détail a continué de baisser, avec un recul de 15 millions de dollars sur douze mois. En 2010, les investissements réalisés par des fonds étrangers ont poursuivi leur reprise depuis la baisse enregistrée en 2008, les entreprises canadiennes attirant 331 millions de dollars en financement étranger, ce qui représente une hausse de 6 % par rapport aux données de 2009 (figure 4). Ainsi, les activités transfrontalières comptaient pour 29 % des sommes investies, un montant qui se rapproche des parts de marché traditionnelles.

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, de 2008 à 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Mobilisation de fonds

Le plus bas niveau annuel de mobilisation de fonds au Canada en 16 ans

Bien que le climat propice aux investissements se soit amélioré, les activités canadiennes en matière de mobilisation de fonds ont été particulièrement faibles en 2010. À peine 819 millions de dollars en nouveau capital ont enrichi les fonds nationaux, soit une baisse de 24 % par rapport au 1,1 milliard de dollars engagé l'année précédente (tableau 1). Ce montant représente le plus bas niveau annuel de mobilisation de fonds enregistré sur les marchés canadiens au cours des seize (16) dernières années.

Un facteur important qui a influencé ce glissement annuel concerne le déficit relatif des grandes fermetures de fonds indépendants privés. Plus particulièrement, aucune fermeture de fonds privés n'a été enregistrée au troisième trimestre de 2010. Ainsi l'an dernier, les fonds privés ont réuni 350 millions de dollars aux fins de nouvelles offres de capital dans l'ensemble du marché, soit 41 % de moins que le niveau enregistré en 2009. Au cours de l'année, les fonds de l'État et les fonds de détail ont principalement contribué aux nouvelles offres de capital.

Répartition régionale

Augmentation des investissements en capital de risque en Colombie-Britannique, en Ontario et en Alberta

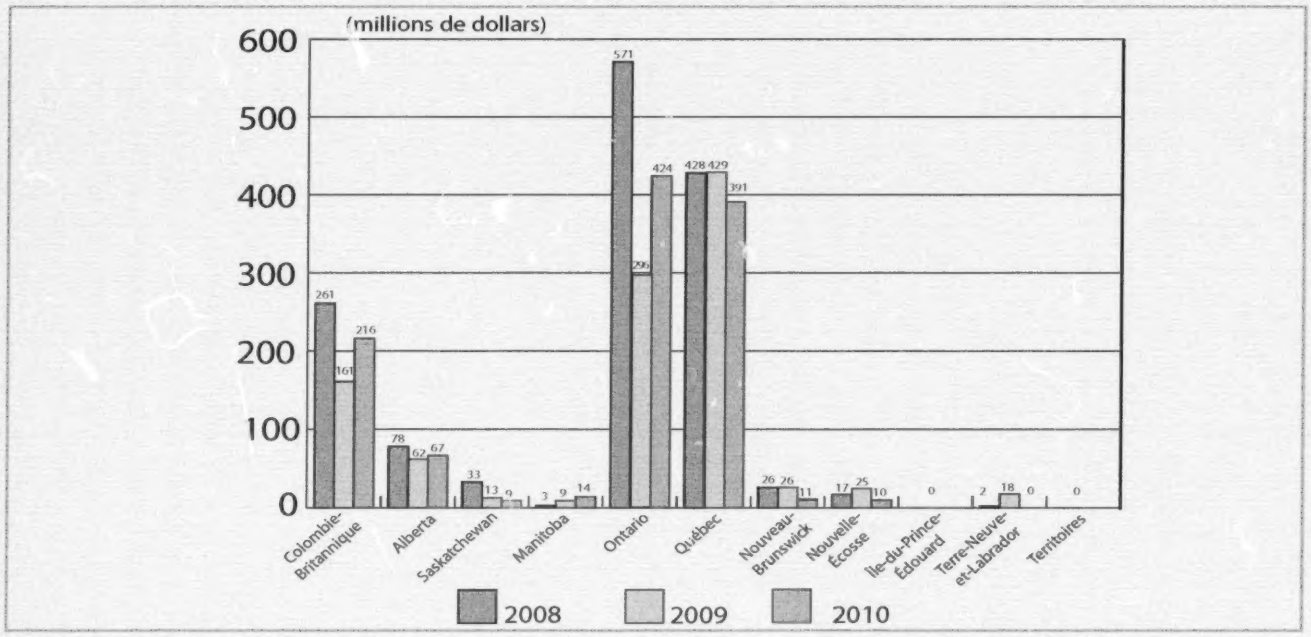
En 2010, une augmentation de la valeur des investissements en capital de risque a été enregistrée dans trois des quatre provinces les plus populeuses du Canada (Ontario, Colombie-Britannique et Alberta); le Québec comptait le plus grand nombre de transactions conclues avec 190 (tableau 3), alors que l'Ontario a reçu la plus grande part des investissements en capital de risque, soit 424 millions de dollars (figure 5). La plus forte augmentation des investissements a été enregistrée en Ontario, alors que les entreprises ont reçu 43 % plus de fonds en 2010 qu'en 2009; l'Ontario a ainsi accaparé 37 % des déboursés canadiens au troisième trimestre de 2010. En 2010, les entreprises de la Colombie-Britannique ont attiré 55 millions de dollars de plus en capital de risque qu'en 2009 (figure 5), en raison de la forte croissance des investissements dans les secteurs des technologies de l'information et des communications (TIC) et des technologies énergétiques et environnementales.

Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque, par province, en 2009 et 2010

	2009	2010	Variation en %
Colombie-Britannique	48	51	6
Alberta	21	22	5
Saskatchewan	10	5	-50
Manitoba	6	8	33
Ontario	103	118	15
Québec	172	190	10
Nouveau-Brunswick	6	7	17
Nouvelle-Écosse	9	6	0
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0
Terre-Neuve-et-Labrador	3	0	-100
Territoires	0	0	S/0

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, de 2008 à 2010



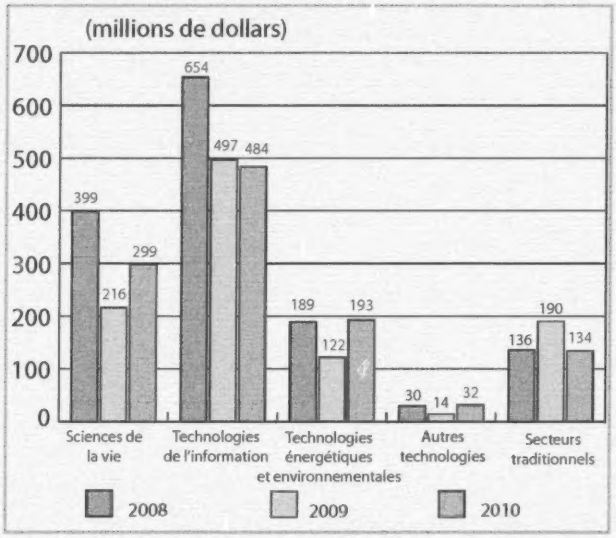
Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation dans les sciences de la vie et dans les technologies énergétiques et environnementales; faible baisse dans les technologies de l'information et des communications

Au cours de l'année, les entreprises du secteur des TIC ont continué d'attirer la plus grande part des investissements, soit 484 millions de dollars ou 42 % de l'ensemble du financement (figure 6). Cependant, ces investissements sont inférieurs aux niveaux enregistrés en 2008 et 2009, car la croissance de la valeur des investissements en capital de risque est attribuable à l'augmentation des activités dans les secteurs des sciences de la vie et des technologies énergétiques et environnementales. Par rapport aux données de 2009, les entreprises du secteur des sciences de la vie ont attiré 83 millions de dollars additionnels, alors que les entreprises en technologies énergétiques et environnementales ont attiré 71 millions de dollars additionnels (figure 6).

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, de 2008 à 2010



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

La somme de 193 millions de dollars recueillie par le secteur des technologies énergétiques et environnementales représente le plus haut niveau d'investissement enregistré par ce secteur, principalement stimulé par le financement accordé à des entreprises de technologies propres. Plusieurs importantes

transactions ont contribué à ce résultat, dont celle d'Enerkem Technologies Inc. qui a conclu un financement de 53,8 millions de dollars en janvier.

ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES

Activités de la Banque de développement du Canada

Au cours du quatrième trimestre de 2010, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 4,7 millions de dollars auprès de cinq entreprises (tableau 4). Ces financements avaient une valeur totale de 21,8 millions de dollars, y compris les contributions des co-investisseurs. Ces activités s'ajoutaient aux investissements réalisés par la BDC dans des fonds indépendants privés au cours du trimestre.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque au quatrième trimestre de 2010

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	2,4	7,6	10,0	3
Développement	2,3	9,5	11,8	2
Étapes ultérieures	0	0	0	0
Total	**4,7**	**17,1**	**21,8**	**5**

Source : Banque de développement du Canada, 2011.

Nouveaux Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Le 6 décembre 2010, le ministre de l'Industrie, l'honorable Tony Clement, a annoncé que 61,1 millions de dollars serviraient au financement de cinq nouveaux Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (CECR). Le programme des CECR, qui constitue la pierre angulaire de la stratégie canadienne des sciences et de la technologie (S et T), représente une façon novatrice de combler l'écart qui existe entre l'innovation et la commercialisation.

Les centres, dirigés par des entreprises du secteur privé, fournissent d'importantes ressources aux chercheurs, comme des installations, des services d'administration de tests, le raffinement des stratégies de développement des affaires et l'amélioration de la qualité des contacts avec les industries. Ces activités favorisent la préparation à l'investissement parmi les entreprises en démarrage et peuvent stimuler la demande de capital de risque.

Les centres suivants se partageront un financement de 61,1 millions de dollars :

- Le Centre de Collaboration MiQro Innovation (C2MI) (Bromont, Québec)
- Le Centre pour la commercialisation de la médecine régénératrice (CCMR), (Toronto, Ontario)
- Le Centre de commercialisation et de recherche pour la technologie de l'image (CImTeC) (London, Ontario)
- Le Chef de file en matière d'observations des opérations et des connaissances pour le Nord (St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador)
- Le Centre de commercialisation Wavefront pour télécommunications sans fil (Vancouver, Colombie-Britannique)

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise et du tourisme. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la petite entreprise et du tourisme est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Michael Scholz par téléphone au 613-954-4369 ou par courriel à Michael.Scholz@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441F, Tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-947-5177
Téléc. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

ISSN 1911-9275
60880

Also available in English under the title
Venture Capital Monitor — Q4 2010.